

LES MUTATIONS DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE EUROPÉEN



Christophe Béguinet,
Conseiller « Énergie » Confrontations Europe

L'Europe s'est engagée comme aucune autre zone géographique sur la planète dans la lutte contre le réchauffement climatique. En effet, nous célébrons les 5 ans de l'Accord de Paris [22 avril 2016], date fondatrice en un lieu symbolique qui marque tout particulièrement l'engagement des pays européens dans la transition énergétique. Mais cet évènement très particulier a précédé de quelques semaines seulement le référendum qui a conduit au Brexit, dont la mise en application s'est accompagnée de la crise sans précédent de la Covid-19. Convenons que les astres ne sont pas vraiment alignés pour réussir sereinement la transition vers la neutralité carbone. La préservation du climat s'impose donc à un moment où les préoccupations de court-terme deviennent prioritaires au regard de la crise sanitaire, qui a d'ailleurs impacté directement le secteur énergétique en 2020.

DES IMPACTS DIRECTS DE LA CRISE SANITAIRE SUR LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

Si l'on observe la consommation d'énergie en Europe sur l'année 2020, on constate une baisse de presque 5% à un moment où les entreprises du secteur sont déjà fragilisées par des besoins en investissements très importants. Que l'on considère les pétroliers qui se sont tous engagés dans une mutation profonde pour entrer dans les secteurs de l'électricité et de l'hydrogène, les électriciens qui doivent engager une transition vers les énergies renouvelables de façon concomitante à une forte évolution des réseaux et, enfin, les gaziers qui sont en opération « survie » avec comme planche de salut, le biogaz.

Du côté politique, la Commission européenne s'est engagée dans l'ambition «Fit for 55» qui doit préciser, sinon renforcer, les ambitions politiques européennes pour le climat.

En quelques mots, l'année 2021 pour les entreprises européennes de l'énergie sera une année sous contraintes financières avec des recettes en baisse, des investissements toujours plus importants et des trajectoires réglementaires encore plus exigeantes.

“L'EUROPE ne POURRA GÂCHER LES ACTIFS DONT ELLE DISPOSE AU SERVICE DE LA DÉCARBONATION DU SECTEUR”

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA PRODUCTION DE L'ÉLECTRICITÉ EN EUROPE ?

Nous sommes clairement du côté d'une neutralité carbone dans les meilleurs délais tant le réchauffement climatique s'accélère, mais nous souhaitons garder le pragmatisme qui fait partie des valeurs fondamentales de Confrontations Europe. En ce sens, l'atteinte d'une neutralité carbone à 2050 nous contraint à sécuriser des moyens pilotables pour assurer l'équilibre du système électrique en permanence. Cela passera par des moyens de production décarbonés, des moyens de stockage ou bien des flexibilités. Le premier existe avec les Stations de Transfert d'Énergie par Pompage ou la production nucléaire. Le second devra passer par une rupture technologique apte à réduire l'impact environnemental des batteries actuelles. Le troisième ne nous semble pas être à l'échelle des besoins.

De ce point de vue, l'Agence Internationale de l'Énergie nous précise dans son scénario STEPS (à politiques publiques constantes) un panorama énergétique pour 2040 qui sera encore pour moitié en énergie carbonée sur la demande en énergie primaire (presque trois-quarts en 2019) et pour un quart sur le mix de production de l'électricité (presque la moitié en 2019).

On peut donc simplement constater que le scénario de l'AIE (scénario réputé très robuste) nous projette en 2040 à bonne distance de la neutralité carbone pour 2050.

Face à ce constat, l'Europe ne peut se priver de tout ce qui va concourir à réduire massivement nos émissions de CO₂ issues du secteur énergétique. Les technologies d'hier comme l'hydroélectricité et le nucléaire vont devoir s'ajouter aux solutions émergentes que sont le photovoltaïque, l'éolien et demain l'hydrogène. Plus encore, l'Europe face à un tel défi ne pourra gâcher les actifs dont elle dispose au service de la décarbonation du secteur. Les investissements vont être nécessairement colossaux et les décisions prises par la Belgique ou par la France avec Fessenheim, de se priver de moyens de production inspectés et validés par les autorités de sûreté nucléaire indépendantes sont totalement contreproductives et nous éloignent de l'objectif de la neutralité carbone.

L'Europe a une feuille de route finalement assez simple à formuler :

- Convertir les usages des énergies carbonées par des énergies renouvelables en priorité
- Préserver un socle de production d'électricité pilotable pour garantir l'approvisionnement
- Investir plus encore les champs de la sobriété et de l'efficacité énergétique.

Mais, sans aucun doute, difficile à engager avec l'exemple récent du débat sur la taxonomie «verte» qui laisse une porte entrouverte à la production nucléaire compte tenu de l'analyse du Centre de Recherche de la Commission européenne qui donne une légitimité à la place du nucléaire dans la taxonomie «verte». Et, en parallèle, la validation de certains moyens de production d'électricité à partir de gaz renouvelable. L'histoire n'est pas encore écrite. ■